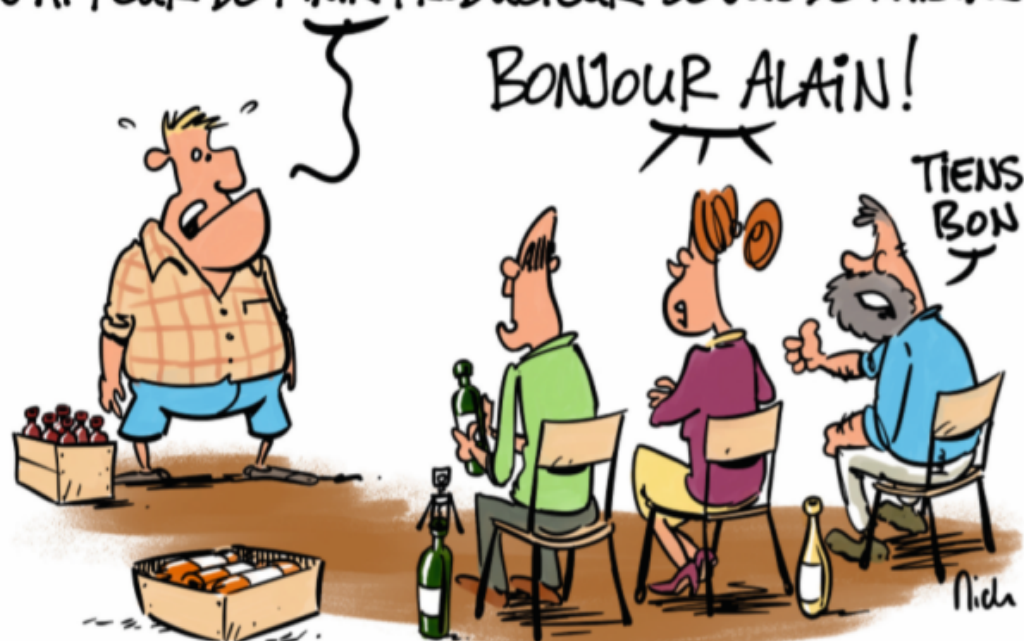


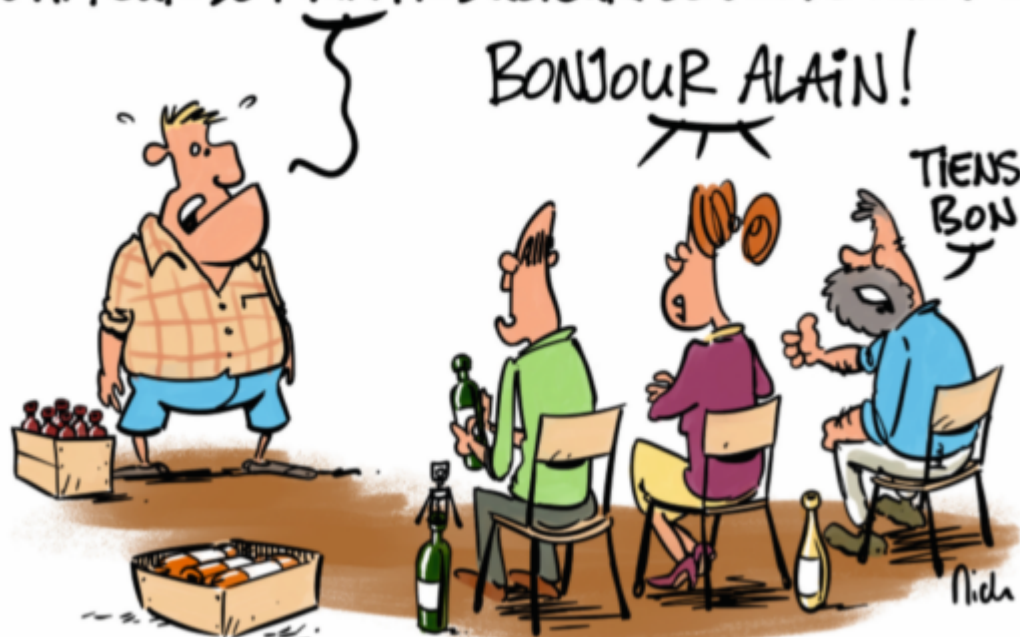
L'OMS et Buzyn veulent nous hallaliser en nous interdisant de boire du vin !!!

écrit par Raoul Girodet | 31 octobre 2021

JE M'APPELLE ALAIN, JE SUIS VIGNERON ET
J'AI PEUR DE FINIR PRODUCTEUR DE JUS DE RAISINS



JE M'APPELLE ALAIN, JE SUIS VIGNERON ET
J'AI PEUR DE FINIR PRODUCTEUR DE JUS DE RAISINS



L'ALCOOL SERA-T-IL BIENTÔT INTERDIT ?

**Le droit de se prendre une cuite devrait être
inscrit dans la Constitution**

Arrêtez d'emmerder les Français ! Vaste programme...

Seulement, il n'y a pas qu'en France que les élites s'emploient à emmerder le monde.

Les organismes internationaux nous préparent de bien sombres lendemains.

Dans un volumineux rapport de 472 pages datant de 2018 (<https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/274603/9789241565639-eng.pdf>) l'OMS s'emploie à inciter les États à lutter à mort contre la consommation d'alcool en partant d'un postulat sans appel : la consommation d'alcool est nocive quel qu'en soit son niveau.

« On the population level, any level of alcohol consumption leads to losses of healthy life (GBD 2016 Alcohol

Collaborators, 2018; Burton and Sheron, 2018)”

On ne saurait être plus clair : « **Si l'on se place au niveau d'une population, toute consommation d'alcool, quel qu'en soit le niveau, conduit à des pertes en vies humaines** ». Le tout s'appuyant bien évidemment sur un article scientifique (Le poids global des pathologies publié en 2018).

Déjà, en 1987, la même OMS avait publié un rapport :



Dans lequel la dramatisation était à portée à son comble :

Justification d'une politique nationale de lutte contre l'alcoolisme

On peut comparer les problèmes liés à la consommation d'alcool à un champ de bataille. A perte de vue, il est jonché de victimes : les unes sont déjà mortes, d'autres sont en train de perdre la vie et d'autres s'efforcent désespérément, souvent de façon pitoyable, de s'en tirer. Il s'agit des victimes des dommages provoqués ou exacerbés par l'abus de la boisson : cirrhoses du foie, cancers du tube digestif, et une infinité d'autres troubles physiques. On y ajoutera les victimes des accidents de la circulation routière, des incendies et des crimes, celles de la violence domestique, y compris les enfants. Il faut compter encore à ce titre les suicidés, l'anxiété, la dépression et une multitude de problèmes de santé mentale. En dépit de la gravité de leur état, malgré l'ubiquité apparente des champs de bataille, les hostilités ne semblent guère vouloir décroître. Les monticules de morts et de mourants ne cessent de croître journallement.

Cela ne manque pas de préoccuper. Face à un tel massacre, on ne saurait rester indifférent, au plan national ou international. La préoccupation en soi ne suffit pas. Il semble en fait que la meilleure façon de procéder face aux problèmes coûteux et tragiques de ce lieu de combat soit controversée.

« **Des monticules de morts et de mourants ne cessant de croître journallement** » ! Rien de moins... Quel lyrisme !

(On notera au passage un lapsus intéressant. Pour la force du message, il aurait été plus judicieux de dire « des montagnes », car « des monticules », ça n'impressionne guère. À moins

que l'inconscient de l'auteur n'ait joué un rôle car il ne croyait pas aux sottises qu'on lui a demandé d'écrire...)

Partant de ce constat, l'OMS incite les États à déployer tout un arsenal de mesures pour lutter contre ce fléau absolu qu'est l'alcool. Répression tous azimuts :

Après cela, le responsable national devra décider des mesures spécifiques auxquelles on aura recours pour réaliser les objectifs. Là encore, on peut choisir entre de nombreuses possibilités. Ainsi, s'il apparaît qu'une stratégie réglementaire convient mieux, il pourra choisir entre diverses possibilités, à savoir notamment :

- modifier le prix des boissons alcooliques;
- changer l'âge auquel il est licite de boire;
- modifier le nombre des débits de boissons à consommer sur place ou à emporter;
- modifier les horaires et les conditions de vente;
- modifier les types de débits de boissons;
- adopter ou renforcer des lois applicables à la conduite en «état de handicap», ou des restrictions sur la publicité ou encore des lois relatives à certains clients en état d'ébriété;
- établir des politiques municipales concernant les conditions d'obtention des licences et les autorisations spéciales.



Le rapport de 2018 conforte cette approche : les États doivent tout faire pour entraver la consommation d'alcool. Le lecteur anglophone pourra prendre connaissance de l'arsenal de mesures préconisées (Chapitre 5 pages 87 à 123).

Pêle-mêle, l'OMS préconise :

- De supprimer toute publicité sur les alcools,
- D'interdire tout sponsoring,
- D'interdire tout rabais ou ristourne sur les ventes d'alcool,
- De rehausser l'âge légal pour en consommer,
- De mettre en place une stratégie de propagande contre l'alcool
- D'en entraver la distribution en réduisant le nombre de points de vente où on peut en acheter,
- De limiter les heures de vente dans la journée.
- De limiter le nombre de jours de vente par semaine.
- D'interdire la consommation en public
- De contrôler étroitement toute la production et la distribution
- De mettre en place des mesures contre la production illicite à la maison de boissons alcooliques contournant les règles précédentes. Les méthodes préconisées sont les contrôles policiers et... **d'encourager la délation !**
- Et surtout d'augmenter fortement les taxes pour rendre le prix de l'alcool prohibitif.

Un tel acharnement force l'admiration !

Faut-il y voir l'influence des pays islamistes qui ont fait de l'entrisme à l'OMS ?

Ou bien n'est-ce pas tout simplement le délire de chercheurs adeptes de la méthode punitive ?

Nul ne sait, mais il convient de rester extrêmement vigilants.

On peut en sourire et dire « *Ça n'arrivera jamais en France !* »

Ce serait une grave erreur : nous ne sommes pas dans un scénario de science-fiction. La machine s'est déjà mise en branle.

Car nos élites sont déjà dans cette tendance hygiéniste. Entre les zozos de la Commission de Bruxelles et nos ministres, tout est hélas possible.

Agnès Buzyn, notre tristement célèbre ministre de la Santé avait déjà ouvert le feu. Voici un extrait d'un article de l'Express du 20/3/2018 :

Elle fait un sort au mythe qui voudrait que la consommation de deux verres d'alcool par jour pour les femmes, et de trois pour les hommes, serait anodine: « *La réalité, c'est que l'alcool n'est pas bon pour la santé dès le premier verre, et que c'est proportionnel.* »

Ce discours est presque mot à mot celui de l'OMS que l'on pourrait résumer en revisitant le slogan hygiéniste du passé :

« Zéro verre, ça va; un seul verre, bonjour les dégâts ! »

Pour couronner le tout la même péronnelle a poursuivi en assassinant le vin, une de nos fiertés nationales :

« L'industrie du vin laisse à croire que le vin est un alcool différent des autres alcools. Or, en termes de santé publique, c'est exactement la même chose de boire du vin, de la bière, de la vodka ou du whisky. Il y a zéro différence, assène la ministre. Le vin est un alcool. Je le répète parce que, scientifiquement, c'est la vérité. »

On notera au passage l'énormité scientifique : le vin n'est pas de l'alcool, mais contient de l'alcool. La nuance est d'importance. Le Dr Buzyn, prof d'université ne peut l'ignorer donc elle ment délibérément.

Pour parachever son œuvre destructrice, elle a fait interdire le vin à la table du ministère de la Santé :

Pas de vin au déjeuner : la grande annonce d'Agnès Buzyn

ÉDITO. Faute de trouver des solutions satisfaisantes au problème des urgences, la ministre a pris une décision forte : plus de picrate à la cantoche du ministère.

Par Jacques Dupont

(Le Point du 28/10/2019)

Vous voyez ? La lutte contre le vin est déjà dans les tuyaux.

La France reprend sa place de premier producteur de vin.



Nos élites, avec l'arrogance qui les caractérise, décident de ce qui est bon pour nous. Une vraie dictature hygiéniste pointe le bout de son nez, tout ça parce qu'une petite minorité de buveurs fait réellement preuve d'intempérance chronique.

Prétexte pour emmerder l'immense majorité des Français, une fois de plus.

Je prétends que le droit de se prendre une cuite devrait même figurer dans la Constitution. Vu le nombre de sottises qu'on y a récemment glissé (suppression de la notion de race, principe de précaution), ma proposition n'est-elle parfaitement légitime ?

Si on veut endiguer l'avalanche de mesures liberticides que nous concoctent nos élites, une seule solution : Zemmour !